

**Discours prononcé par
Son Excellence Monsieur Marcos Alexandre Nhunga
Ministre de l'agriculture et des forêts de la République d'Angola
à l'occasion de la
41ème session de la Conférence de la FAO, Rome, Italie (22-29 juin 2019)
24 juin 2019**

Excellence Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Je tiens à vous saluer tous très chaleureusement.

Pour moi c'est un grand honneur que de participer à cette Conférence de la FAO, en tant que représentant de mon Gouvernement, et cela à un moment où nous devons tous être motivés à atteindre, lors de la prochaine décennie, les Objectifs de développement durable. Nous ressentons les énormes difficultés d'une telle entreprise, en raison notamment des changements climatiques, et en raison surtout, dirais-je, des nombreux conflits qui persistent sur tous les continents, en particulier en Afrique et au Proche-Orient, où les flux les plus importants d'émigrés sont observés, du fait de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition.

Avant de passer à tout ce qui touche à l'agriculture et à l'alimentation dans le monde, je voudrais tout particulièrement saluer une fois encore M. Qu Dongyu de la Chine, pour son élection au poste de Directeur général de la FAO. Nous connaissons tous ses compétences, son expérience sur le terrain et sa diplomatie. Nous avons eu l'occasion de nous entretenir avec lui pour en apprendre davantage sur son programme et sur le grand intérêt que son pays porte à la création d'infrastructures de production en Afrique et sur d'autres continents. Nous sommes certains, du reste, que son élection donnera une nouvelle dynamique à la FAO afin que cette Organisation puisse faire face aux énormes défis à venir dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture, de la pêche, de la foresterie, de l'élevage et de l'aquaculture. Il faudra travailler toujours sur la base d'un consensus pour aider les Membres à améliorer l'harmonisation de leurs politiques.

Nous souhaitons exprimer la volonté de notre pays pour soutenir, au nom de la République d'Angola, les objectifs qui ont été fixés par la FAO et ceux de l'Agenda 2030 et pour mettre en oeuvre la Déclaration de Malabo, approuvée par les chefs d'État africains.

Permettez-moi également de remercier la France pour sa candidature, de remercier Mme Catherine Geslain-Lanéelle, ainsi que le candidat de la Géorgie, M. Davit Kirvalidze, des personnes distinguées et très actives. Je suis convaincu que si elles avaient été élues, elles auraient certainement fait un excellent travail à la tête de la FAO. Mais le cycle n'est pas fermé et nous espérons pouvoir compter sur votre précieuse collaboration pour apporter une valeur ajoutée encore au travail de notre Organisation.

Nous avons constaté avec satisfaction la manière digne et professionnelle avec laquelle tous les candidats ont mené leurs campagnes respectives, campagnes qui se sont déroulées dans une atmosphère constructive et cordiale.

Enfin, je crois que nous ne pouvons pas oublier notre Directeur général, notre cher ami le Professeur Graziano da Silva, qui, pendant ses deux mandats, a essayé d'introduire des réformes et des innovations dans l'Organisation, cela afin de consacrer plus d'attention encore aux problèmes de la sécurité alimentaire et de la faim dans le monde, des problèmes qui continuent d'affliger une partie importante de la population du globe, en particulier les enfants.

Monsieur le Président,

À l'occasion de cette Conférence, il sera question du Programme de travail et budget pour le prochain exercice biennal. Nous savons que le budget de l'Organisation reste inchangé depuis un certain temps, même si les responsabilités de l'Organisation ont augmenté. De la même façon, les montants accordés au Programme de coopération technique pour soutenir l'élaboration de politiques et de stratégies agricoles et halieutiques, ainsi que la mise en oeuvre des directives et des plans d'action internationaux, approuvés par les organes directeurs de la FAO, ces montants sont fortement réduits malheureusement. Nous espérons que le nouveau Directeur général pourra contribuer à ce que le pourcentage des ressources disponibles pour ce Programme puisse être augmenté. Ce pourcentage est de 14 pour cent du budget global; nous espérons qu'il pourra être accru, conformément à la Résolution 9/89.

Les pays producteurs de pétrole ont tendance à sous-estimer l'agriculture lorsque les prix du pétrole sur les marchés internationaux sont particulièrement élevés. C'est une lacune, dont nous sommes parfaitement conscients. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement de l'Angola a décidé de diversifier sa production et de prioriser les secteurs de l'agriculture et de la pêche afin de résoudre de manière durable les problèmes alimentaires et nutritionnels de la population, et pour limiter aussi le flux de population rurale déversé vers les villes.

Il y a eu donc un ensemble de programmes de soutien mis sur pied pour assurer un meilleur développement de l'agriculture, notamment de l'agriculture familiale, et pour faciliter l'accès des agriculteurs aux semences, aux engrais, à la correction des sols, aux moyens mécaniques, au crédit, et aux infrastructures, comme celles nécessaires à l'eau, à l'énergie, aux routes secondaires et tertiaires, afin d'améliorer la production et la productivité, et surtout de parvenir, à moyen terme, à l'autosuffisance alimentaire en céréales, tubercules et produits de la pêche.

En raison du conflit interne que l'Angola a vécu, des citoyens nationaux, notamment dans les zones rurales, sont partis vers les grandes villes et vers d'autres pays voisins, je dirais même vers le continent européen. Avec l'avènement de la paix, beaucoup ont pu rentrer et nous constatons aujourd'hui un phénomène inverse, c'est-à-dire un flux important d'immigrants provenant de différents continents, qui reviennent à la patrie, en Angola. L'émigration affaiblit les ressources les plus importantes d'un pays tel que le nôtre. Il y a là des conséquences négatives très sérieuses à moyen et à long terme. C'est pourquoi les pays doivent définir des politiques appropriées pour créer des emplois, notamment pour les jeunes ruraux, en utilisant des processus plus mécanisés, plus attrayants et surtout plus rentables.

Monsieur le Président,

Pour terminer, j'aimerais transmettre l'intérêt de mon pays à collaborer de façon plus étroite encore avec la FAO et surtout son désir de pouvoir compter sur son assistance technique pour la mise en oeuvre de nos plans et programmes nationaux.

Merci.